



Lyon, le 8 avril 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les conclusions du Grand Débat National doivent refonder la transition écologique au plus près des territoires et des Français !

La contestation populaire à l'origine du Grand Débat National est née d'une opposition massive à une transition écologique réduite à une fiscalité écologique punitive, alors que les Français attendent des solutions alternatives pour protéger leur environnement toute en améliorant leur pouvoir d'achat. Il est donc indispensable que le gouvernement montre qu'il a écouté les Français sans pour autant abandonner ses ambitions pour l'environnement. Ainsi, l'enjeu est bien d'affecter davantage de moyens à l'accompagnement des Français en faveur de solutions vertueuses pour l'environnement mais aussi pour leur porte-monnaie en diminuant les factures sur l'énergie, l'eau et les déchets qui représentent près de 4000 euros par an et par foyer !

En effet, après plusieurs mois de discussions, il ressort que les Français ne sont pas opposés à la transition écologique, mais qu'ils ont violemment rejeté une fiscalité punitive (Contribution Climat Énergie, Taxe sur le stockage des déchets, prélèvement de l'État sur les redevances de l'eau) dont ils sont captifs en l'absence d'alternative financièrement abordables. Ils souhaitent donc surtout que davantage de moyens soient utilisés pour réduire leurs factures d'énergie, d'eau ou encore leur taxe ou redevance d'enlèvement des ordures ménagères.

Le gouvernement doit donc maintenir l'ambition en matière de transition énergétique et écologique pour éviter une double peine : l'augmentation des factures des Français et la dégradation de leur environnement. Il doit affecter massivement de nouveaux moyens financiers pour la rénovation énergétique, le développement des énergies renouvelables locales, la réduction des déchets, le recyclage, les économies d'eau et la lutte contre les nouvelles pollutions de l'eau.

Les collectivités qui ont reçu les compétences, mais sans les finances nécessaires, sont les mieux placées pour permettre aux Français de mieux bénéficier des bénéfices de la transition écologique : maîtrise des factures, création d'emplois, protection de leur environnement proche.

Il est donc urgent de leur affecter massivement les 10 milliards de recettes de la fiscalité écologique sur les déchets, l'énergie et l'eau pour leur permettre de déployer des politiques de transition écologique ambitieuses dont les Français pourront directement bénéficier. L'heure n'est donc pas à l'augmentation de la fiscalité écologique, mais à l'affectation intégrale des recettes générées par cette fiscalité à la transition écologique dans le cadre d'un pacte « Transition Écologie et Pouvoir d'achat » avec les Français.

Les territoires attendent donc des annonces fortes du gouvernement dans les conclusions du Grand Débat pour accélérer la transition écologique tout en améliorant le pouvoir d'achat des Français en apportant de nouveaux moyens financiers aux collectivités. Les conclusions du Grand Débat ne doivent pas être un rendez-vous manqué avec la transition écologique des territoires et des Français.

Contacts presse

Julien BARITAUX - Chargé de mission Relations Publiques

18 rue Gabriel Péri, 69100 Villeurbanne

Tél : 04 72 74 09 77 - Courriel : jbaritaux@amorce.asso.fr - Site internet : www.amorce.asso.fr

A propos d'AMORCE

Rassemblant plus de 900 adhérents (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'acteurs locaux d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des décideurs en matière de politiques Énergie-Climat des territoires, de gestion territoriale des déchets, d'eau et d'assainissement.